

FORMATION
**IL VA Y AVOIR
DU E-SPORT**

Les joueurs de jeux vidéo en compétition ont désormais leurs écoles. Mais rares sont ceux qui percent

PAGE 6

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23566 DATÉ JEUDI 15 OCTOBRE 2020
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

J'AVAIS 20 ANS
ARIANE ASCARIDE
La comédienne retrace son parcours, de son enfance à Marseille aux cours du Conservatoire de Paris, via Aix et la Sorbonne

PAGE 8

UNE ANNÉE COUPÉE- DÉCALÉE

Cours à distance, vie étudiante restreinte...
Les mois à venir s'annoncent
difficiles pour les étudiants, au risque
de décourager certains

PAGES 2 À 4

ERIC GARAUIT/PASCO AND CO

MOBILITÉ
**FAUX DÉPARTS
ET VRAIE FRUSTRATION**
La moitié des étudiants censés s'envoler pour l'étranger en cette rentrée ont dû rester en France

PAGE 3

MAL-ÊTRE
**UN AUTOMNE À HAUTS
RISQUES**
Frédéric Atger, psychiatre, alerte sur les possibles conséquences psychiques de la crise chez les jeunes adultes

PAGE 4

TÉMOIGNAGES
**« J'AI DÉJÀ L'IMPRESSION
DE COULER »**
Pour beaucoup, la reprise des cours a été éprouvante et la motivation est en berne

PAGES 3 ET 4



L'ÉCOLE DE
L'INTELLIGENCE INFORMATIQUE



VENEZ NOUS RENCONTRER
LORS DE NOS
JOURNÉES PORTES
OUVERTES

LE SAMEDI 17 OCTOBRE 2020

Retrouvez-nous sur     @epita

POUR PLUS D'INFOS





LE SPECTRE DU DÉCROCHAGE

Récit Dans la plupart des villes, les universités ont dû réduire de moitié leurs capacités d'accueil, et assurer le reste des cours à distance. Une configuration qui rend encore plus difficiles le suivi et le lien avec les étudiants

En temps normal, 300 étudiants de troisième année de licence sont assis dans cet amphithéâtre de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Mais ce 8 octobre, ils ne sont qu'une poignée sur les bancs à écouter attentivement leur professeur d'économie, dont la voix résonne depuis sa chaire. Les autres sont derrière leur écran, à distance, et pourront revoir le cours pendant quelques jours encore s'ils le souhaitent.

Depuis le 5 octobre, les établissements situés en zone d'alerte renforcée ou maximale – soit la quasi-totalité des grandes villes – sont tenus de limiter à 50 % leur capacité d'accueil pour une durée de quinze jours, dont tout laisse à penser qu'elle sera renouvelable. Les universités ne sont pas passées loin d'une mesure plus drastique, Matignon ayant envisagé une fermeture totale durant trois semaines pour casser les chaînes de contamination. Mais le ministère de l'enseignement supérieur n'a pas cédé, afin d'éloigner le spectre d'un nouveau confinement pour des étudiants fragilisés par la crise sanitaire depuis le printemps.

Il aura fallu trois semaines pour que bascule dans une autre dimension la rentrée « la plus normale possible » qu'avait souhaitée Frédérique Vidal. Mi-septembre, la ministre se voulait rassurante, malgré la

fermeture totale ou partielle de quelques établissements avant même la reprise officielle des cours, comme Sciences Po à Reims, puis Polytechnique ou encore l'université de Rennes. En cause, des soirées étudiantes qui ont rapidement fait l'objet de toutes les critiques, illustrant le manque de responsabilité dont ferait preuve la jeunesse face à la pandémie.

#BALANCETAFAC

En Ile-de-France, début octobre, 796 cas de Covid-19 ont été recensés sur 705 000 étudiants, et 144 sur 52 000 personnels. Selon Santé publique France, à cette date, les clusters « à criticité élevée » se concentraient à 33,3 % dans l'enseignement supérieur, avec un nombre de cas par cluster de 24,2 individus, soit le plus élevé relevé par l'agence.

Les présidents d'université n'ont pourtant cessé de le clamer : ce n'est pas entre leurs murs que les jeunes se transmettent le virus, pas même lorsque leur établissement a fait le choix de ne pas respecter la distanciation sociale d'un mètre entre les personnes. Loin de partager cet avis, des étudiants ont protesté sur Twitter, avec le mot-dièse #balancetafac, dénonçant, photos à l'appui, les conditions d'enseignement dans des amphithéâtres bondés et sans aération. Des pétitions ont fleuri pour demander que les cours magistraux se déroulent à

distance, comme à Lyon-III ou à Sorbonne Université.

« Faut-il le Covid pour se rendre compte que, comme chaque année, nos moyens d'accueil sont insuffisants ? », commente Jean Chambaz, président de Sorbonne Université. « Si les choses se passent de manière si difficile, c'est à cause du manque criant de moyens qui nous a empêchés de dédoubler nos TD depuis des années ou de construire des locaux pour accueillir nos étudiants », abonde Catherine Rideau-Kikuchi, maîtresse de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

D'après un sondage OpinionWay réalisé pour la mutuelle étudiante Heyme début octobre, 64 % des étudiants interrogés expriment une crainte de l'avenir, concernant principalement leur insertion professionnelle et leur situation financière. « Rien n'est résolu pour l'instant, qu'il s'agisse de la précarité étudiante, de la question du manque de places à l'université ou de la crise sanitaire », s'inquiète la présidente de l'UNEF, Mélanie Luce, qui fait état d'une hausse de 40 % des demandes d'aide d'urgence avant la rentrée, après un pic à +71 % fin mars.

Empruntant un ton vif plutôt inhabituel, la conférence des présidents d'université (CPU) a sonné l'alarme face au « risque majeur de perdre le lien avec [les] étudiants » en cas de recours massif à l'enseignement à distance. Elle rappelle l'importance de « porter une attention toute particulière aux primo-entrants, qui n'ont pas encore les codes du travail dans le supérieur, ainsi qu'aux étudiants qui pourraient être en situation de fracture numérique et de fragilité sociale ».

« UNE GÉNÉRATION INÉDITE »

« C'est une rentrée qui va créer des fractures, notamment chez les néobacheliers, redoute Jean-Luc Dubois-Randé, président de l'université Paris-Est-Créteil (UPEC). Nous formons une génération inédite parce qu'elle a vécu un bac particulier et qu'elle est partie avec un niveau qui nécessite un accompagnement extrême pour s'assurer que les bases sont

acquises. Or, nous allons avoir du mal à l'assurer. » Même si un tutorat est mis en place, les effectifs en licence sont massifs et l'enseignement à distance est redouté, de même que le contrôle continu pour évaluer les connaissances et compétences. « Les élus étudiants me font remonter des inquiétudes, ils craignent d'avoir un diplôme au rabais et demandent l'organisation d'examens finaux en présentiel, a minima dans les matières fondamentales », poursuit le président de l'UPEC.

« Cours magistraux ou travaux dirigés : en droit, tout est sous la même toise, celle du distanciel intégral quasiment partout, constate Julien Boudon, professeur de droit public à l'université Paris-Saclay. J'ai bien essayé de réserver un sort particulier pour les TD des étudiants de première année, mais rien n'y a fait. »

Leitmotif de la rentrée, l'hybridation des enseignements fait figure de planche de salut pour garantir la continuité pédagogique. Mais les frais engendrés par l'achat de caméras pour équiper les amphithéâtres, de licences pour les logiciels de visioconférence et d'équipement à destination d'étudiants et de personnels pour le travail à domicile sont énormes. A l'échelle de l'université Savoie-Mont-Blanc, par exemple, le surcoût global est de 2,5 millions d'euros depuis le début de la crise. A Reims, il atteint 2,8 millions d'euros, et à Caen jusqu'à 5 millions d'euros.

Pour encourager les établissements, un appel à projets a été lancé par le ministère cet été, récompensant quinze groupements d'universités en leur attribuant entre 1 et 5 millions d'euros et en faisant bénéficier dix-neuf autres d'un fond d'amorçage de 1 million d'euros. Les universités non lauréates, elles, ont dû se débrouiller en puisant dans leurs fonds propres.

Quant aux cours à distance, ils exigent un savoir-faire que les enseignants-chercheurs tentent de s'approprier tant bien que mal. « Pour faire quelque chose de propre, qui pédagogiquement ait un sens, il faut scénariser, filmer, monter... C'est aux enseignants de s'y coller car

« C'EST UNE RENTRÉE QUI VA CRÉER DES FRACTURES, NOTAMMENT CHEZ LES NÉOBACHELIERS (...) QUI PARTENT AVEC UN NIVEAU QUI NÉCESSITE UN ACCOMPAGNEMENT EXTRÊME »
JEAN-LUC DUBOIS-RANDÉ
président de l'université Paris-Est-Créteil

Année noire pour les études à l'étranger

Enquête La moitié des jeunes devant partir en mobilité internationale ont annulé ou reporté. Ceux qui ont pu s'expatrier l'ont surtout fait en Europe. Le nombre d'étudiants étrangers en France a aussi chuté



A l'université Paris-Est-Créteil, certains TD sont transférés dans les amphithéâtres. Les cours magistraux qui y étaient dispensés se déroulent désormais à distance.

ÉRIC GARAUULT/PASCO AND CO

Il rêvaient de connaître les dorms, ces résidences universitaires sur les campus américains ou australiens, de résister à un hiver montréalais ou de vivre comme un étudiant japonais. Ils voulaient voyager, rencontrer des jeunes venus des quatre coins du monde ou apprendre une autre langue. A la place, ils prennent des cours en ligne depuis chez eux, parfois de retour chez leurs parents. Pour l'auberge espagnole, suivez le lien.

En raison de la crise liée au Covid-19, de nombreux étudiants qui devaient partir en septembre à l'étranger ont dû renoncer à leur projet, en particulier ceux qui devaient se rendre dans un pays extraeuropéen. « Il y a trois raisons principales : les mesures restrictives associées à la crise sanitaire, l'absence de vols, et les décisions de certaines universités de ne plus recevoir d'étudiants en échange, notamment aux Etats-Unis, en Australie ou au Canada », observe Marc Desmet, vice-président de l'université de Tours, coordonnateur du réseau des vice-présidents, chargé des relations internationales. Il estime que, globalement, la moitié des départs ont été annulés cette rentrée. Ceux qui ont tout de même fait leurs valises sont partis avant tout en Europe.

MONTAGNES RUSSES

Les étudiants étrangers sont également moins nombreux dans l'Hexagone. Selon les chiffres du ministère des affaires étrangères, au 7 octobre, le nombre de visas accordés pour des études en France (61000) a chuté de 30% par rapport à l'année dernière à la même période, avec des différences très importantes selon les pays : -62% pour la zone Amérique, -50% pour la Chine, -64% pour l'Inde, mais +2% pour les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Quant aux Européens, qui n'ont pas besoin de visa, ils sont également moins nombreux.

A l'école de commerce Kedge, présente sur quatre campus en France, on compte 30% d'étudiants Erasmus en moins cette rentrée et on a constaté « beaucoup d'annulations de dernière

minute », au moment de la reprise de l'épidémie en France. « Même en Europe, les étudiants semblent réticents à bouger », remarque Sandrine Lacombe, vice-présidente de l'université de Saclay, lors d'une rencontre organisée par le groupe de presse AEF, le 8 octobre. Dans son établissement, le nombre d'Erasmus a chuté de 50% : un master a dû fermer, un autre tourne avec moitié moins d'effectifs, tandis que des cursus d'apprentissage du français, qui accueillent surtout des étudiants chinois, n'ont pas ouvert.

Pour beaucoup de jeunes qui avaient prévu de s'expatrier à la rentrée 2020, ces derniers mois ont été un long tunnel de montagnes russes et d'incertitudes. Prenez le cas de Rémi Mustière, 19 ans, étudiant en génie électrique à l'université Savoie-Mont-Blanc. Au printemps, son stage dans un laboratoire en Allemagne a été annulé, la veille de la fermeture des frontières. Cette rentrée, il devait partir un an à Amsterdam mais, juste avant l'été, l'université hollandaise a annulé son séjour. Il s'est alors rabattu, avec l'aide de son établissement, sur une université québécoise... qui a annoncé que tout le premier semestre se déroulerait en ligne.

En ce mois d'octobre, Rémi suit donc ses cours depuis le salon familial d'Annemasse (Haute-Savoie)... à l'heure québécoise. « Toutes les semaines, il y a un jour où je dois me connecter entre minuit et trois heures du matin », évoque-t-il. Un peu irréaliste, la situation exige discipline et motivation, alors que Rémi n'a rencontré ses camarades que par écran interposé : « Je me suis

déjà retrouvé dans des groupes de travail à parler face à des écrans noirs. » Lui qui n'a jamais mis les pieds au Québec ne cache pas sa déception : ce qu'il voulait, c'était apprendre l'anglais aux Pays-Bas. Il avait commencé, avant la crise, à nouer des relations avec des étudiants néerlandais.

Dans les universités ou les grandes écoles, les responsables des mobilités se sont démenés pour trouver des alternatives, notamment en réorientant ceux qui n'ont pas pu étudier en Amérique ou en Asie vers des destinations européennes. « On a fait du cas par cas », explique Marc Desmet. A Kedge, 500 jeunes sont partis malgré tout en septembre, contre 900 en temps normal.

Pour ceux qui ont pu s'expatrier, les séjours Erasmus par temps de Covid n'ont pas la même saveur. Judith, 19 ans, s'est installée à Madrid après une grosse déception et quelques larmes, versées lorsqu'elle a dû faire une croix sur son séjour d'un an à la Universidad nacional de Bogota. Deux ans que cette Landaise attendait ce voyage en Colombie : elle avait choisi sa licence de droit parcours hispanophone à l'université de Bordeaux pour profiter de cette opportunité. Elle se dit « contente d'être partie quand même... ». Evidemment, face à l'Amérique du Sud, l'Espagne, c'est pas l'aventure (« Dax-Madrid, je l'ai fait en train, ce n'est pas plus long que d'aller à Paris »). Ni même la *vida loca*, alors que les bars ferment plus tôt, que les regroupements sont limités, et qu'elle ne peut pas quitter la région. La plupart de ses cours ont toutefois été maintenus en présentiel : mieux que des cours en ligne, même si « c'est très compliqué de comprendre les profs avec les masques, dans une langue qu'on ne maîtrise pas ».

Violette Rondot, 20 ans, qui vient de déménager en Espagne pour suivre sa troisième année de licence, n'a pas eu cette chance. Cette Nimoise a appris en arrivant à Saragosse, dans le nord-est du pays, que son cursus en ingénierie basculait quasi intégralement en ligne. Elle suit donc ses cours depuis le salon de sa colocation. « Ce qui est dur, c'est que je n'ai pas de contacts avec les autres

étudiants. On ne s'est vus qu'une seule fois, à quatre, pour un travail de groupe. »

Beaucoup de jeunes qui pensaient partir en septembre gardent l'espoir de partir au second semestre. Le pourront-ils ? Les universités outre-Atlantique ont commencé à annoncer début octobre qu'elles n'accueilleraient pas d'étudiants étrangers pour le semestre de printemps non plus. « On va continuer à annuler la plupart des mobilités hors Europe et à reporter au maximum les élèves vers des universités européennes », observe Marc Desmet.

MOBILITÉS « HYBRIDES »

Partir au second semestre, c'est ce qu'espère Aissatou, en troisième année à Sciences Po Paris. « Je devais partir étudier un an à Singapour, et à la place, je suis des cours en ligne chez mes parents. Forcément, je suis très déçue, mais on ne peut en vouloir à personne », commente la jeune femme, depuis l'appartement familial du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). Depuis septembre, elle est inscrite dans un programme de cours entièrement virtuels, monté in extremis par Sciences Po pour les 300 jeunes restés à quai. Elle reconnaît qu'elle n'a pas toujours le moral : pas de campus, pas de rencontres avec ses camarades, pas de vie étudiante... Et des cours « qui ressemblent à ceux que j'ai suivis l'année dernière ». Une chose est sûre : elle veut partir « physiquement », et ne pas suivre des cours en ligne d'une université étrangère depuis la France, comme certains établissements le proposent.

Car cette année inédite est, en tout cas, l'occasion pour les établissements de promouvoir un nouveau modèle de mobilité porté par le programme Erasmus, qui commence à émerger en France : des cours d'une université étrangère suivis en ligne depuis son pays d'origine, combinés à des séjours physiques plus courts.

Le pari : ces nouvelles mobilités « hybrides », moins engageantes, moins coûteuses, sont davantage compatibles avec les cursus, les contraintes des jeunes et les aléas de la vie. ●

JESSICA GOURDON

« JE DEVAIS PARTIR ÉTUDIER UN AN À SINGAPOUR ET, À LA PLACE, JE SUIS DES COURS EN LIGNE CHEZ MES PARENTS »

AISSATOU étudiante à Sciences Po Paris

nous n'avons pas les équipes en interne, détaille Yann Bisiou, maître de conférences en droit à l'université Paul-Valéry, à Montpellier.

Le distanciel amplifie un problème qui existe déjà en présentiel, relève Catherine Rideau-Kikuchi : très peu d'étudiants montrent qu'ils ont lu ou compris le cours. « Je sais pertinemment que certains se connectent pour faire acte de présence, en faisant autre chose, coupant certainement le son, témoigne l'enseignante d'histoire. Je n'arrive pas non plus à savoir combien d'entre eux lisent et travaillent effectivement les cours écrits que je leur transmets. C'est vraiment stressant. »

HORS CHAMP ET AVATARS

A l'université Paris-Est-Créteil, Jean-Luc Dubois-Randé note « une grande lassitude des enseignants et des étudiants sur l'hybridation ». S'ajoute la crainte que les cours filmés se retrouvent sur les réseaux sociaux, bafouant la propriété intellectuelle des enseignants. « Nous n'avons pas eu encore le temps de le faire, mais il va falloir encadrer tout cela », promet le président de l'UPEC. A l'heure actuelle, si un cours déposé sur la plateforme de l'université est piraté, c'est la personne qui le bascule sur YouTube qui bénéficie des droits d'auteur.

A Paris-I-Panthéon-Sorbonne, une dizaine d'enseignants (sur 2500) ont fait savoir à Thomas Clay qu'ils s'opposaient strictement à être filmés pendant leurs cours. « Tout le monde sait que cela fait des années que les étudiants filment des cours », ironise l'administrateur provisoire, qui a balisé par des rubans adhésifs le champ de la caméra, afin que ceux qui le souhaitent puissent en sortir.

Et si la clé était dans les avatars ? C'est en tout cas l'option retenue par l'école de commerce Neoma, qui expérimente un campus virtuel. « Il suffit de télécharger l'application et de créer un avatar, qui nous ressemble ou pas, raconte Martin Bellet, étudiant en première année. On peut travailler en petits groupes dans des salles de travail fermées, ou suivre des conférences où l'on s'assoit à une place précise. On peut même monter sur scène et partager son écran pour faire une présentation. » Une troisième voie, entre la vie réelle et l'enseignement à distance. ●

SOAZIG LE NEVÉ



« ON NE PEUT PAS S'INVENTER PROF À DISTANCE DU JOUR AU LENDEMAIN »

CAROLINE MULLER, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université Rennes-II

« Depuis la rentrée, j'alterne les cours en présentiel, à distance et les formules hybrides. C'est sportif d'un point de vue pédagogique et administratif ! Dans mon département, le choix a été fait de faire venir prioritairement les première année, qui n'ont ni la culture ni la méthodologie universitaires. Pour les autres niveaux, il en est de même pour les matières "majeures" de leur cursus. Nous avons dû adapter les volumes horaires, car les salles sont trop petites pour respecter les contraintes sanitaires. En première année, un semestre - douze semaines - compte cinq heures de cours hebdomadaires d'histoire contemporaine. Là, le semestre s'est réduit à dix semaines, et les étudiants viennent

une semaine sur deux. L'autre grande difficulté des cours à distance, c'est l'interaction. On ne peut pas s'inventer prof à distance du jour au lendemain. Je me suis renseignée sur la pédagogie à distance, en regardant comment font les enseignants dans d'autres pays, notamment au Canada. Mais cela implique d'avoir du temps pour se former. Or, je n'ai ni les moyens matériels, ni les moyens financiers pour cela. J'enregistre mes cours en podcast. Ce format permet de répondre aux contraintes techniques tout en ayant un contenu de cours plus vivant qu'un document écrit. C'est aussi un parachute dans l'hypothèse où tous les cours passeraient à distance. J'ai modifié mes recommandations de lecture en les basant sur des ressources accessibles en ligne au cas où les bibliothèques fermentaient. Mais travailler tout le temps dans le "au cas où" est fatigant. Cela suscite une angoisse pour les enseignants et les étudiants. Je le vois bien : ma boîte aux lettres électronique a explosé ! Les élèves sont perdus, et n'ont plus que le mail pour poser leurs questions. L'organisation des partiels est aussi un gros point d'interrogation. L'absurdité, c'est qu'on prépare nos étudiants à ces examens alors qu'on ne sait pas s'ils pourront venir sur le campus en décembre. On a l'impression d'être bloqué dans une sorte de présent très urgent qui nous empêche de penser notre pédagogie sur le long terme. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMANE BONNEMÉ



« JE N'AI QU'UNE HÂTE : QUE LES COURS EN PRÉSENTIEL REPRENENT »

NINA, 21 ans, en master de politiques publiques à l'université Paris-Dauphine

« Faire 8 heures-17 heures sans pause devant son écran, c'est très long. Trois semaines seulement après la rentrée, je n'en peux déjà plus ! J'ai beaucoup de mal à travailler chez moi, à me motiver pour faire mes devoirs et travaux personnels après une journée entière devant mon écran. Je n'arrive pas à trouver mon rythme. L'autre jour, je suis sortie pour aller à La Poste et j'ai eu l'impression de revivre ! J'ai peur de la perspective des prochaines semaines chez moi, toute la journée, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), sachant que je n'ai pas de vacances avant décembre. J'aime bien les matières que j'étudie, mais je n'arrive pas à en profiter entièrement. Le week-end, je vais à la

bibliothèque pour changer de cadre. Il n'y a pas encore trop de monde, mais j'ai peur que la fréquentation augmente dans les prochaines semaines. Si elles doivent à nouveau fermer, ce sera vraiment pénible.

Les soirées étudiantes officielles ont toutes été interdites. Certains profs nous disent : « Essayez de vous rencontrer en dehors des cours, mais faites attention aux règles sanitaires. » On a donc décidé de se réunir une fois par semaine dans un café. Ce n'est pas assez pour vraiment créer du lien. Ce sont malgré tout des moments très précieux.

Dans la promo, on ressent tous les mêmes difficultés. Certains ont demandé l'organisation d'élections de délégués. On espère ainsi pouvoir faire remonter nos problèmes à la direction et à l'équipe pédagogique.

J'attendais beaucoup de mon entrée en master. J'y voyais l'occasion d'avoir une vie étudiante intéressante et de rencontrer des personnes qui ont des passions similaires. La situation actuelle est très frustrante. Tous les événements associatifs ont été annulés. Du coup, je n'ai pas eu envie de rejoindre une association. Je n'arrive pas non plus à faire du sport alors que, normalement, j'en fais trois ou quatre fois par semaine. J'ai perdu l'envie. Le seul point positif des cours 100% à distance, c'est de ne plus avoir mes deux heures de trajet quotidiennes. Hormis cela, je n'ai qu'une hâte : que les cours à la fac reprennent ! » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR RO. BO.



Etudiante sur le balcon de sa chambre de cité U, en avril, à Paris.

RAPHAËL LAFARGUE /ABACA

TÉMOIGNAGES

« J'AI DÉJÀ L'IMPRESSION DE COULER »



DR

NANDI, 20 ans, en 3^e année à l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux

« La rentrée vient seulement de commencer et j'ai déjà l'impression de couler. Tous les cours en amphithéâtre sont à distance et les travaux dirigés ne se déroulent en présentiel qu'une semaine sur deux. La semaine passée à distance, on rattrape les TD que l'on n'a pas eus, avec des exercices supplémentaires. Les professeurs pensent qu'en étant à la maison, on ne fait rien. Sauf que ce n'est pas le cas. Chacun d'entre eux nous donne beaucoup plus de devoirs. La charge de travail a donc été démultipliée.

Je souffre beaucoup d'anxiété. J'ai peur de mal faire et pas assez vite. Le cumul des journées de cours devant l'ordinateur avec mes obligations professionnelles et mes activités associatives n'a fait qu'augmenter mon stress. Pour ceux ayant une santé mentale fragile, la situation actuelle n'aide pas. Il n'y a plus de frontière entre la vie personnelle et la vie étudiante.

A la distance s'ajoutent les problèmes techniques. La plateforme sur laquelle on télécharge les supports des leçons

était inaccessible pendant quelques jours car elle était saturée. Les professeurs ont dû nous envoyer un mail individuellement, parfois seulement deux heures avant le cours ! Certains ont de vraies difficultés à utiliser les outils numériques. On peut perdre jusqu'à quinze minutes au début du cours, le temps que le prof arrive à partager son écran.

Même si certains enseignants restent très dynamiques à distance, ils arrivent moins à faire vivre leur matière qu'avant. Les cours sont longs, surtout quand il n'y a pas d'interaction. Le principe même de la scolarité à Sciences Po, à savoir les exposés et les travaux en groupe, est ainsi remis en cause. L'enseignement risque de devenir âpre et triste.

Notre devise, c'est la règle des 3 « M » : mains lavées, masque porté, et mètre de distance respecté. L'école nous a donné quatre masques en tissu, c'est salubre de leur part. Je n'ai pas peur d'attraper le Covid-19 mais plutôt de contaminer mes parents quand je rentre chez moi, à Paris. Au début, avec mes camarades, on voulait se retrouver après les cours. Rapidement, il y a eu une prise de conscience collective. On s'est dit que s'il y avait autant de mesures sanitaires à la fac, on n'allait pas s'amuser à se retrouver à 25 dans un bar. Du coup c'est plus compliqué de se faire des amis. On ne peut pas tisser des liens à distance.

Désormais, les rares soirées ne sont plus que des "afterworks", et il n'y a plus d'événements associatifs. L'association dont je fais partie aimerait bien avoir accès à un amphithéâtre pour se réunir. Pour l'instant, on se retrouve dehors. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMANE BONNEMÉ

« L'ISOLEMENT SOCIAL, UN DANGER MAJEUR »

Entretien Pour Frédéric Atger, psychiatre, la prise en charge de la santé mentale des jeunes adultes est très insuffisante

Cours en partie ou totalement à distance, projets incertains, activités associatives ou sportives réduites et, pour certains, isolement contraint et maladie... Cette rentrée, marquée par de multiples inconnues et par une difficulté à nouer des liens sociaux ou amicaux, est à haut risque pour la santé psychique et le développement des jeunes adultes, alerte Frédéric Atger. Psychiatre, il est le responsable du bureau d'aide psychologique universitaire Pascal à Paris, en lien avec la Fondation Santé des étudiants de France. Il s'inquiète des moyens insuffisants déployés pour prendre en charge la santé mentale des étudiants, alors que, dans son centre, 300 personnes sont inscrites sur liste d'attente.

Pendant le confinement, de nombreux spécialistes s'étaient alarmés de la détérioration de la santé psychique des jeunes adultes. Sommes-nous toujours dans une phase critique ?

La période est loin d'être terminée. D'abord, parce qu'il y a et il y aura des effets retard du confinement. Celui-ci a été éprouvant pour une partie des jeunes adultes, chez qui il a entraîné une forte désocialisation et favorisé l'émergence de troubles. Ensuite, parce que, pour certains, le déconfinement a été tout autant, voire plus, perturbant : il a fallu sortir de son abri, se relancer brutalement dans le monde. Or, en cette rentrée, se resocialiser apparaît bien compliqué. En particulier pour les jeunes bacheliers qui ont passé leur bac dans des conditions bouleversées et intègrent la fac – un passage déjà à l'origine de nombreuses peurs – dans un contexte peu évident : avec du distanciel, des masques et des marqueurs de début d'année écornés ou absents.

Quels sont les enjeux pour tenir dans la longueur, face à cette vie étudiante bouleversée ?

Pour la majorité des jeunes, qui ont des appuis familiaux et amicaux, maintenir les relations avec son cercle le plus proche peut aider à tenir, malgré des sorties restreintes. Pour ceux qui, en revanche, sont en rupture de liens, pouvoir faire signe et connaître les structures d'aide psychologique susceptibles de les recevoir devient vital. Or, la plupart de ces structures sont saturées, et encore plus depuis le confinement. A Paris, dans les centres d'aide gratuits consacrés aux étudiants, les listes d'attente dépassent les 300 personnes. Nous n'avons pas les moyens de faire face à la situation de crise.

Un problème quand l'accès aux soins payants est encore plus compliqué pour le public étudiant, qui est fragilisé financièrement par la crise...

La détresse sociale de certains étudiants est en effet encore plus marquée depuis cette

crise. Des étudiants se sont retrouvés, d'un coup, sans job, certains ont des difficultés à se loger. A la Cité internationale, où nous travaillons, les enjeux financiers se sont couplés, pour les étudiants étrangers, à l'impossibilité de rentrer dans leur pays d'origine cet été, et une forme d'éloignement forcé. Toutes ces fragilités sociales auront aussi leurs répercussions sur le plan psychologique.

La vie sociale reste profondément altérée : activités associatives réduites, fêtes étudiantes interdites par endroits, cours en partie à distance. En quoi est-ce préoccupant à cet âge ?

La socialisation n'a rien d'anecdotique pour l'équilibre du jeune adulte. Le moment des études s'inscrit dans la période où on quitte l'adolescence, et où on commence à construire des relations affectives stables et déterminantes en dehors du cercle familial. Cette ouverture relationnelle est primordiale, notamment dans la construction d'une identité propre. C'est une étape de la vie qui est marquée par une forte instabilité, et qui se vit souvent éloigné du lieu d'attache, des amis d'enfance et de la famille.

Dans ce contexte particulier, une rupture dans la vie sociale peut avoir des conséquences sérieuses, jusqu'au développement de pathologies graves, de la dépression aux envies suicidaires. Les derniers mois nous l'ont appris : l'isolement social des jeunes adultes est un des dangers majeurs de cette rentrée. D'autant qu'ils ont du mal à demander de l'aide. Ils y voient un signe de dépendance à un moment où ils veulent au contraire acquérir leur autonomie.

Le poids de l'incertitude et les nouvelles anxieuses génèrent du stress. Les jeunes adultes sont-ils plus perméables à cet état de tension ?

Oui. Pour eux qui doivent gérer plusieurs transitions, faire face à autant d'incertitudes les renvoie à leur propre instabilité, ce qui peut être source d'angoisse. Beaucoup ont vu leurs projets bouleversés, notamment les étudiants en fin de cursus, qui ont dû faire une croix sur les cérémonies structurantes de fin d'études – soutenance, remise de diplôme – et se lancent dans un monde du

travail plus incertain que jamais. Pour ne rien arranger, ils sont confrontés à des adultes eux-mêmes un peu perdus : ce n'est pas simple pour activer les processus identificatoires, essentiels à cette période de la vie. Il faut être vigilant sur les conséquences que ce stress généralisé fait peser sur les jeunes, car ils sont à un âge décisif : les trois quarts des troubles psychiatriques ou psychologiques graves surviennent entre 18 et 25 ans.

Depuis la rentrée, des établissements ont fermé totalement leur campus face à l'apparition de clusters. Que signifierait un retour complet au distanciel pour les étudiants ?

Il y a quelque chose d'irremplaçable dans le lien en présence. A distance, il est difficile d'investir une relation « sans corps » avec les professeurs. Quant à se passer d'interactions avec ses pairs, cela limite la stimulation, mais aussi la régulation de certaines angoisses, le partage des difficultés et du stress liés aux études permettant de dédramatiser. Ponctuellement, cela ne devrait pas poser problème – d'ailleurs, certains étudiants sont ravis de ne plus avoir à faire de longs trajets. Mais généralisé, cela fait peser un risque sur l'ensemble des liens qui font communauté à l'université.

D'aucuns évoquent cependant la capacité d'adaptation de cette jeunesse...

Je ne voudrais pas donner une impression catastrophiste. Les personnes qui portaient déjà en elles certaines fragilités avant la crise voient cette rentrée aggraver leurs troubles et angoisses. Mais une majorité des jeunes adultes qui étaient en bonne santé s'adaptent plutôt bien à la situation. Pour autant, même eux seront impactés par le remodelage du lien social imposé par les restrictions sanitaires, avec de possibles phénomènes de glissement. Ils n'échappent pas aux enjeux de la période étudiante, cet entre-deux où la liaison sociale peut avoir un impact fort.

N'y a-t-il pas un danger de décupler leur peur de l'avenir à les qualifier de « génération sacrifiée » ?

Absolument. Ce thème de la génération sacrifiée est davantage une projection des peurs des adultes sur leurs enfants qu'une expression portée par la jeunesse. Comme leurs aînés avant eux, les jeunes actuels ont une force de vie, des ambitions, des projets. Il suffit de voir leurs actions sur le plan social, les combats pour lesquels ils demeurent actifs, mobilisés, en dépit de la crise sanitaire. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas confrontés à une situation inquiétante : ce qu'on leur transmet, entre la crise économique et la dette climatique, est un poids préoccupant. Mais il ne faudrait pas retirer à cette génération la vitalité qui est la sienne. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ALICE RAYBAUD

« TOUT LE PLANNING A ÉTÉ MODIFIÉ »



DR

AHMZA, 25 ans, étudiant en master 2 à l'Institut d'études du développement, Panthéon-Sorbonne (Paris-I)

« A chaque rentrée, les étudiants de mon université organisent un festival au bois de Vincennes qui s'appelle Les Tropikantes. C'est l'occasion de créer du lien et de rencontrer les étudiants en master.

Malheureusement, il a été annulé cette année à cause de la pandémie. La vie sociale a donc été retardée. On tente quand même de se voir le plus possible. Avec mes amis de l'an dernier, on essaie de respecter les gestes barrières mais, pour

être honnête, il y en a certains que je n'avais pas vus depuis mars, et nous nous sommes fait un câlin en nous retrouvant !

Cette année, tout le planning de cours a été modifié avec des horaires décalés pour que l'on ne soit pas trop nombreux à chaque fois. On essaie de laisser une chaise libre entre chaque étudiant, mais parfois la salle est trop petite pour que ce soit possible. Avec le masque, certains professeurs parlent plus vite ou sont essouffés. Parfois on ne comprend pas quand ils tentent de faire des blagues !

Avec le confinement, mon emploi étudiant dans une boulangerie s'est arrêté. Je suis très inquiet car j'ai des revenus très limités - je donne quelques cours d'arabe. Je ne sais pas comment je vais réussir à payer le loyer de ma colocation et m'acheter à manger. Je vais essayer de travailler davantage le week end. Je voulais trouver un boulot de serveur dans un bar, mais vu les fermetures, ce ne sera pas possible. Ma famille, qui vit en Palestine, m'aide, mais ce n'est pas idéal ni pour eux, ni pour moi. Et je n'ai pas la possibilité d'avoir une bourse. »

PROPOS RECUEILLIS PAR RO. BO.

BIENVENUE À LA LUXURY HOTELSCHOOL PARIS



Sur cette visualisation 3D du cabinet Dunes Architectes, nous découvrons la bibliothèque du nouveau campus de la Luxury Hotelschool, superbe complément de la bibliothèque en ligne.

La Luxury Hotelschool Paris est l'école hôtelière française avec le plus haut niveau académique. Seule école hôtelière en France à préparer un Master, l'école s'est associée à l'université LSBU (Londres) et utilise Moodle pour gérer la relation entre les étudiants, les enseignants et l'université dans ce programme entièrement en anglais.

La Luxury Hotelschool propose également un diplôme commun avec le groupe EHL (Lausanne) pour lequel les contenus sont disponibles sur Absorb LMS : support de cours, vidéos explicatives, tout est en ligne y compris les quiz et les devoirs. L'enseignant est alors un facilitateur qui guide les étudiants à travers ces ressources.

Enfin, l'école intègre dans son cursus de Bachelor un certificat de management hôtelier en collaboration avec eCornell (New York) cette

fois-ci sur Canvas. L'expérience est différente puisqu'il s'agit de cours en ligne asynchrones, basés sur des vidéos sans interaction directe avec le professeur.

Pendant le confinement, la Luxury Hotelschool a passé 100% de ses cours sur Zoom en utilisant les salles de sous-groupes et Google docs pour créer une expérience participative, vivante et finalement plébiscitée par les étudiants. Pour cette rentrée hybride, ce sont 30 à 50% des cours qui seront proposés en ligne.

Avec seulement 200 étudiants sur son campus au 69 boulevard Haussmann dans le 8^{ème} arrondissement de Paris, la Luxury Hotelschool n'est ni la plus grande, ni la plus connue du grand public mais sans aucun doute l'une des écoles hôtelières les plus connectées du monde.



LUXURY
HOTELSCHOOL
PARIS



L'Helios Gaming School, en Moselle, accueille une trentaine d'élèves sélectionnés parmi 2 000 candidats.

GABRIEL LOISY/HANS LUCAS
POUR « LE MONDE »

JEUX VIDÉO

L'ÉTONNANT SUCCÈS DES ÉCOLES D'E-SPORT

Ces formations fleurissent en France depuis quatre ans. Les étudiants s'y préparent à intégrer le secteur des jeux vidéo de compétition. Mais peu y parviennent

Il faut plisser les yeux pour apercevoir les élèves derrière de larges écrans d'ordinateur qui quadrillent cette salle de classe. Face à eux, un étudiant présente au tableau son jeu vidéo de prédilection : *Summoners War*. « C'est surtout du farm [de la recherche intensive], pour trouver les bonnes runes [objets rares du jeu] et pouvoir participer aux compétitions », lance-t-il au professeur de marketing. Le vocabulaire est technique mais le ton est léger. Et pourtant, nous sommes bien dans une école : la Paris Gaming School (PGS), située à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

La spécialité de l'école est l'e-sport, c'est-à-dire le jeu vidéo en compétition. En vingt ans, ce milieu est passé des petits tournois à des événements mondiaux, où les joueurs sont de vraies stars sur scène. Lors de ces compétitions organisées sur des jeux très divers, les vainqueurs peuvent gagner jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'euros. Car les sponsors ne se font désormais plus prier pour prendre part au florissant marché. Le site d'analyse Newzoo estime à 1,1 milliard de dollars (930 millions d'euros) le chiffre d'affaires de ce secteur en 2019, pour une audience mondiale de 495 millions de personnes.

EN FRANCE, 180 JOUEURS ÉTAIENT SOUS CONTRAT AVEC DES STRUCTURES EN 2018. ET ILS ÉTAIENT MOINS DE 100 À GAGNER PLUS QUE LE SMIC

Des écoles privées préparent donc des étudiants à ces compétitions et, parfois, aux métiers connexes de l'e-sport (monteur vidéo, community manager, organisateur d'événements), avec des cursus allant de dix mois (PGS) à cinq ans (Digital Gaming School à Bordeaux). Le modèle d'enseignement le plus courant : chaque élève passe la moitié de son temps à s'entraîner intensivement sur un jeu vidéo, le reste du temps étant consacré à des cours plus classiques et généraux.

Ces écoles font carton plein auprès de jeunes bacheliers : PGS a reçu 3 000 préinscriptions pour 22 élèves ayant effectué leur rentrée mi-septembre et l'Helios Gaming School (située à Freyming-Merlebach, en Moselle) a enregistré plus de 2 000 candidatures, pour une trentaine d'élèves par promotion. Tous caressent plus ou moins l'espoir de devenir joueur professionnel : de marcher dans les pas de « Bugha », cet Américain qui, en 2019, a gagné le championnat du monde du jeu vidéo *Fortnite*, et, accessoirement, 3 millions de dollars, à seulement 16 ans.

ÉNORMÉMENT DE TRAVAIL Pourtant, tous les acteurs de l'e-sport, dont les écoles elles-mêmes, s'accordent à dire que les places de joueur professionnel ou de coach d'équipe e-sportives sont quasiment inexistantes. PGS, par exemple, estime qu'au mieux 5 % de ses étudiants travailleront réellement dans l'e-sport. D'ailleurs, parmi la vingtaine d'élèves de PGS en cette rentrée, seulement trois sont des « cyber-athlètes ».

Nicolas Besombes, vice-président de France Esports, l'association chargée de promouvoir le secteur aux côtés de l'Etat, rappelle les chiffres peu engageants de l'emploi dans l'e-sport : « En 2018, on comptait 180 joueurs sous contrat avec des structures en France. Et tous ne bénéficient pas de revenus qui leur permettent d'en vivre ! On en compte moins de 100 avec un revenu supérieur au smic. » Toujours selon France Esports, 500 étudiants sortiraient chaque année de ces écoles alors que, au maximum, 1 000 personnes vivraient de l'e-sport.

Mais sur leurs sites et brochures, certaines écoles se montrent très confiantes. « La Gaming Academy a pour objectif de former

les joueurs professionnels de jeux vidéo », peut-on lire. D'autres sont moins catégoriques : « Un seul de nos étudiants a intégré une équipe [en trois promotions], mais sans toucher un salaire qui lui permette d'en vivre », reconnaît-on à A. PGS, seulement deux joueurs ont intégré la scène e-sportive : « On en a un sur le jeu *Rainbow Six* qui a signé dans le club d'e-sport MCES, et un sur *Fortnite* chez Cooler Master. C'est déjà la plus grosse réussite d'une école d'e-sport ! », se félicite Mickaël Annequin, codirecteur de l'école PGS.

Ces écoles ne sont-elles alors qu'un miroir aux alouettes ? « Les étudiants ont aussi leur part de responsabilité dans cette illusion », selon Sacha « Abu » Grajzgrund, passé par la PGS en 2017, devenu manager de l'équipe Rog Esport. « Des jeunes de 17 ou 18 ans, qui n'ont pas forcément le bac, pensent qu'en payant 10 000 euros ils deviendront joueurs dans une équipe reconnue à la fin de l'année, observe-t-il. Mais c'est énormément de travail ! Et dès qu'ils voient que ça ne se passe pas comme ils veulent, ils se démotivent. La première année, la moitié des étudiants a arrêté avant la fin. »

Mais les écoles assurent que les élèves y entrent en connaissance de cause : « On leur donne des outils, mais c'est leur implication qui fera la différence », affirme Pierre Pastor, directeur général de la Montpellier Talent Players (MTP). Est-ce que je préfère sortir le jeudi soir, ou m'entraîner sur *Fortnite* ? Cette persévérance est toujours difficile à déceler lors du processus d'admission. »

Si les étudiants intégrant la scène e-sport peuvent donc se compter sur les doigts d'une main, d'autres bifurquent ailleurs, comme Julien (alias « Waren »), étudiant de la 3^e promotion de la PowerHouseGaming (PHG, à Mulhouse, dans le Haut-Rhin). « A la sortie de l'école, j'ai préféré reprendre une fac de psycho plutôt que d'essayer de percer tout seul chez moi sur *Fortnite*. Je ne vois pas ça comme quelque chose de perdu, parce que c'est là qu'est né mon projet de devenir psychologue dans l'e-sport. » Si leur niveau de jeu n'est finalement pas suffisant, les étudiants peuvent toujours compter sur les cours théoriques formant aux métiers connexes (chef de projet, communicant ou journaliste spécialisé...).

DES « EXPERTS EN RIEN »

Car les écoles l'assurent : du travail à la sortie, il y en a ! « Après trois mois, 65 % des étudiants ont trouvé un emploi dans le cadre de la formation », affiche l'HGS. Plusieurs étudiants travaillent aujourd'hui comme community manager ou en agence de communication, d'autres sont régisseurs dans des télévisions locales ou des collectivités. »

Mais pour les détracteurs de ces écoles, ces cursus ne sont pas suffisants pour développer de véritables compétences spécialisées, monnayables sur le marché de l'emploi. Sébastien « Drijoka » Chenaf, directeur de l'agence de communication dans l'e-sport WSC group, ne s'attarde pas vraiment sur les CV des diplômés des écoles d'e-sport lorsqu'il recrute. « Le problème c'est que ces jeunes ne sont experts en rien !, commente-t-il. Si je cherche un community manager, je préfère prendre quelqu'un qui sort d'une école de communication ou qui a déjà eu une expérience associative. »

Quelques élèves, comme Thibaut, major de la première promotion de l'HGS, arrivent à trouver une place dans de plus petites structures, voire au sein même de l'école : « J'avais pour objectif de rentrer dans la maison mère afin de pouvoir vivre de l'e-sport. Et c'est ce qui s'est passé puisque, aujourd'hui, je suis chargé de projet chez Helios Gaming [la société d'événementiel du groupe] », se félicite-t-il.

France Esports établit actuellement un cahier des charges : répertorier les cursus, valoriser les meilleurs. Certains établissements, comme la MTP, à Montpellier, dans l'Hérault, ont déjà choisi d'abandonner le format « école » pour se constituer en centre de formation, à l'instar de ce qui se fait dans le football, avec très peu de sélectionnés. D'autres, comme la PGS ou l'HGS après trois années d'existence, font désormais une demande de diplôme classé au répertoire national des certifications professionnelles. Ceci afin de valider les compétences et connaissances acquises par leurs étudiants, et de tirer leur épingle du jeu. ●

MAËL MORIN

TÉMOIGNAGE



« DANS CE MILIEU, IL FAUT UN RÉSEAU POUR RÉUSSIR »

KERN, 20 ans, streamer passé par le club e-sport Montpellier Talent Players

« Après mon bac, j'ai d'abord tenté une école d'hôtellerie, mais ça ne m'a pas plu et j'ai rapidement arrêté. Les mois suivants, j'ai commencé à me renseigner à fond sur l'e-sport. Je voulais voir si je pouvais gagner ma vie grâce au jeu vidéo *Fortnite*, sur lequel j'étais déjà plutôt bon joueur. De fil en aiguille, avec les pubs ciblées sur les réseaux sociaux, j'ai vu s'afficher une annonce pour la Mont-

pellier Talent Players. L'école me paraissait sérieuse – elle avait plus de 8 000 « j'aime » sur Facebook. Je me suis dit que ce serait une bonne chose de l'intégrer pour augmenter mon niveau sur *Fortnite* et me faire des contacts pour la suite. Je savais aussi que, dans ce milieu, les contrats sont cruciaux et qu'il faut se constituer un réseau pour réussir. Mon objectif n'était pas de devenir joueur professionnel, mais plutôt de devenir streamer [individu qui retransmet en direct ses parties de jeu vidéo, pour des spectateurs en ligne].

Au début, mes parents n'étaient pas d'accord pour que je m'inscrive dans cette école. Ils n'avaient pas confiance. Et comme je viens de Bretagne, cela impliquait que je parte loin. Finalement, ils ont accepté mais m'ont dit : « Même si ça ne marche pas, tu dois nous prouver que tu as travaillé. Si tu fais n'importe quoi, tu devras nous rembourser. » Ce sont mes parents qui ont financé mes études – les frais de scolarité étaient de 5 900 euros pour dix mois de formation. J'ai trois grands frères dont deux qui n'ont pas voulu faire de longues études, donc mes parents avaient des éco-

nomies de côté. Je passais parfois pour le « fils à papa » auprès des autres étudiants. C'est sûr que, à l'inverse d'autres étudiants, je n'ai pas dû travailler en parallèle ou m'endetter pour aller dans cette école.

J'ai donc intégré la promotion 2018-2019 de la Montpellier Talent Players – à l'époque, elle s'appelait Montpellier Gaming Academy. L'école m'a permis de me lancer en tant que streamer : je restais tard le soir pour profiter des locaux, du matériel et de la connexion. Mais j'ai regretté que les autres élèves soient, souvent, peu motivés et que la formation soit trop centrée sur la voie « joueur professionnel », et pas assez sur les autres débouchés.

Finalement, après l'école, j'ai continué le streaming, en avançant à mon rythme. J'anime la chaîne BreizhBrothers, sur la plate-forme Twitch, avec mon grand frère. On ne peut pas dire qu'on ait percé à ce stade – on n'a pas encore atteint les 1 000 followers – mais on y travaille ! Aujourd'hui, je suis barman. Car je suis encore loin de vivre du streaming, c'est simplement un complément de revenu. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR M. MO.

JEUNES DIPLÔMÉS

LES LOIS INVISIBLES DU RECRUTEMENT

En temps de crise, l'accès à un emploi est encore plus soumis aux risques de discrimination. De nombreux biais, parfois inconscients, influent sur l'embauche des jeunes

Depuis le confinement et la chute des offres d'emploi qui s'en est suivie, Stéphanie Lecerf s'active en coulisse pour « avoir l'oreille » des entreprises. Au travers de son association A compétence égale, cette spécialiste des ressources humaines sensibilise les recruteurs aux biais, souvent inconscients qui s'imposent dans les processus d'embauche et aux discriminations qui en résultent. « Aujourd'hui, c'est plus que jamais nécessaire », estime-t-elle face au marché du travail fermé auquel se confronte toute une génération de jeunes diplômés.

Stéphanie Lecerf craint une « baisse de vigilance » des recruteurs, au détriment de populations déjà vulnérables. « Moins fluides et plus concurrentiels, les processus d'embauche risquent d'être, encore plus que d'habitude, la porte ouverte aux biais de perception. »

Effet placebo, de projection ou de halo, stéréotypes... Les biais cognitifs sont nombreux à venir influencer le jugement des recruteurs. Notamment lorsqu'il s'agit d'embaucher des jeunes diplômés ayant encore peu de lignes sur leur CV. Selon une étude du Défenseur des droits menée en 2017, les 18-24 ans sont d'ailleurs les plus nombreux à affirmer avoir vécu des expériences de discrimination dans le monde professionnel (46% des interrogés, contre 27% des 45-54 ans).

Parmi ces lois invisibles qui pèsent sur une décision de recrutement, on trouve d'abord le biais de « stéréotypage », soit une tendance à juger selon certains préjugés. Et en particulier à partir de l'apparence physique du candidat, observe Jean-François Amadieu, sociologue, directeur de l'Observatoire des discriminations et auteur de *La Société du paraître* (Odile Jacob, 2016).

« Il existe notamment une prime au beau, socialement acceptée et légitimée. Même pour des postes sans contact direct avec le client, 40% des recruteurs jugent décisive la beauté du candidat », pointe le chercheur. Porter ou non des lunettes, se maquiller ou pas, choisir telle ou telle tenue... « A chaque élément sont attribuées par les recruteurs des caractéristiques, une personnalité, de manière consciente ou inconsciente, et sans lien véritable avec la réalité », observe Jean-François Amadieu.

MAÎTRISE DES CODES

Alors que la période a accéléré l'usage des entretiens à distance, de nouveaux pièges apparaissent pour les candidats. « La plongée dans le cadre privé par webcam peut poser problème : le recruteur analyse des éléments d'ordre personnel qui n'ont rien à voir avec le contexte professionnel visé », observe Arnaud Povéda, docteur en sciences de l'information et formateur en insertion.

Vecteur d'éventuelles erreurs de recrutement, le stéréotypage peut mener à des discriminations à l'embauche, par exemple vis-à-vis des personnes en surpoids. « Le surpoids est identifié comme un signe implicite de nombreux défauts : une personnalité faible, une moindre compétence, ou encore un candidat moins intelligent et moins sociable », a constaté Jean-François Amadieu dans ses enquêtes. Si bien que les femmes obèses ont 7 points de moins de probabilité de trouver un emploi, selon une note de l'Insee de 2016. Bien souvent, ces appréciations de l'apparence agissent comme

une « sentence sociale ». Par exemple, la maîtrise ou non des codes vestimentaires adaptés au type d'entreprise que l'on souhaite intégrer peut trahir un milieu d'origine, auquel on associera certaines qualités ou défauts. « Là encore, tout se niche dans le détail : la matière d'une chemise, la couleur d'une cravate... », ajoute Jean-François Amadieu. Qui alerte : « Dès que le marché du travail se dégrade, comme aujourd'hui, l'effet est mécanique : toutes ces discriminations explosent. »

Un cadre juridique existe, avec notamment les lois de lutte contre les discriminations de 2001 et 2008, « mais il n'est encore pas assez connu et pas assez valorisé auprès des recruteurs et des candidats », explique Oumaya Hidri-Neys, professeure à l'université d'Artois, spécialiste des processus de recrutement.

Pernicieux, le tri se fait parfois dès le CV, qui affiche la photo du postulant. Mais aussi toute une série d'autres informations (lieu d'habitation, patronyme) sur lesquelles se calquent des préjugés : les candidats ayant un prénom à consonance maghrébine ont ainsi 25% de chances en moins de recevoir une proposition positive à l'envoi d'un CV, a montré une vaste enquête du CNRS, rendue publique en janvier.

Quels seraient donc les bons codes à adopter ? Rien n'est moins évident à identifier, à en lire les travaux d'Oumaya Hidri-Neys, car les attendus dépendent de la trajectoire personnelle de chaque recruteur, explique-t-elle : « Les recruteurs évaluent les candidats à l'aune de leur propre parcours social, scolaire et professionnel. C'est ce qu'on appelle l'effet de projection. » Ils ont alors tendance à privilégier un « autre soi-même » : le candidat auquel ils peuvent s'identifier. D'autant plus en période de crise, observe Stéphanie Lecerf : « On sent que les recruteurs cherchent à se rassurer en embauchant des profils connus, semblables à ceux en poste ou à leur propre trajectoire. »

Parcours, traits physiques, activités sportives, culturelles... Cela se joue parfois jusqu'au plus parfait mimétisme. Aussi, Oumaya Hidri-Neys a été surprise de noter, au cours de ses enquêtes, qu'une recruteuse avec une tresse avait choisi la seule candidate avec une tresse, qu'un postulant avec un cheveu sur la langue avait été favorisé par un chargé d'embauche qui possède le même défaut de langage...

Etre diplômé de la même formation que le recruteur renforce aussi particulièrement son adhésion, avec le sentiment rassurant d'appartenir au même monde. « En définitive, le recruté n'est pas "l'homme le mieux assorti à la maison", mais surtout l'homme le mieux assorti au recruteur », écrit Oumaya Hidri-Neys.

Les réseaux d'anciens des grandes écoles et de certaines formations universitaires, qui contribuent à perpétuer le sentiment

« MÊME POUR DES POSTES SANS CONTACT DIRECT AVEC LE CLIENT, 40% DES RECRUTEURS JUGENT DÉCISIVE LA BEAUTÉ DU CANDIDAT »
JEAN-FRANÇOIS AMADIEU sociologue



COLCANOPA

d'appartenance, entrent dans ce processus. « Passer par des réseaux d'anciens joue un rôle sécurisant pour les recruteurs, qui cherchent à maîtriser l'incertitude », pointe Samuel Mercier, directeur de l'Institut d'administration des entreprises Dijon et auteur d'un article sur la ressource stratégique que représentent ces réseaux. Il se crée un transfert sur les jeunes générations de ce que le recruteur a vécu et appris en école, même si dans les faits le diplôme a pu évoluer. »

Au risque d'activer un autre biais : « l'effet d'attente », ou « effet Pygmalion » (la prophétie auto-réalisatrice), à la faveur duquel « le recruteur forme des croyances préalables à l'évaluation d'une personne, qui vont déterminer la manière dont il se comportera avec elle », a observé Oumaya Hidri-Neys.

DU MÊME MONDE

Ainsi, un postulant qui aura été recommandé par un cercle proche, ou qui affiche une formation similaire à celle du recruteur, sera accueilli de manière plus favorable. Et il en sera meilleur. Car mis à l'aise, il se débrouillera mieux lors de l'entretien. En outre, le recruteur, qui s'attend à un « bon candidat », aura tendance à davantage retenir les points positifs de sa présentation.

Etre à l'aise à l'oral, savoir se valoriser, bien s'exprimer... Ces capacités – très liées aux origines sociales, comme le montrent les travaux du sociologue Gilles Lazure – jouent un poids non négligeable dans une décision d'embauche. Le processus même de l'entretien valorise le candidat qui saura montrer qu'il maîtrise la « mise en scène » attendue au sein de cet exercice très codifié – mais qui a parfois peu à voir avec les attendus d'un poste.

« La situation de l'entretien ne permettra pas forcément de refléter les capacités objectives du jeune diplômé au quotidien », explique Oumaya Hidri-Neys. Certains candidats brillent dans des situations de stress et de concurrence, mais seront peut-être bien moins bons dans un univers de travail. Et inversement. » Elle estime ainsi que ce type d'évaluation, qui reste le canal privilégié par les entreprises françaises, n'est pas très fiable. « Dans d'autres pays, on préfère le recrutement par la mise en situation, qui produit moins d'erreurs de recrutement », assure la sociologue.

« Le recrutement n'est pas une science exacte », admet Laurence Breton-Kueny, vice-présidente de

l'Association nationale des directeurs de ressources humaines. Elle estime que des progrès ont été faits pour mieux tenir compte de ces biais, tandis que nombre d'entreprises ont développé des politiques dites de « diversité ». « Les entreprises dotées de directions des ressources humaines

sont soumises à des procédures légales strictes, où la décision ne revient pas à une seule personne, ce qui permet de limiter ces biais. »

Mais Laurence Breton-Kueny convient qu'« en bout de course, ce sera l'osmose avec le manager qui primera ». Selon elle, la prévention des biais est plus com-

plexe dans le cas de petites entreprises, quand « le recrutement n'est pas le cœur de métier de la personne chargée de l'effectuer, et qu'elle n'a pas eu de formation spécifique ».

Ces dernières années, de nouveaux procédés sont apparus dans les processus d'embauche, comme l'utilisation d'algorithmes, auxquels certains employeurs confient désormais tout ou partie du recrutement ou du tri de CV. Jean-François Amadieu note que ces outils ont tendance à renforcer les biais de recrutement. « L'intelligence artificielle se base sur les profils qui sont habituellement recrutés dans l'entreprise et, par mimétisme, va reproduire, voire aggraver les biais initiaux », assure le directeur de l'Observatoire des discriminations. Avec ces procédés, on officialise et on mécanise les discriminations qui étaient jusque-là inhérentes au jugement humain. »

En juin, le Défenseur des droits, avec la CNIL, a mis en garde contre ces outils « porteurs de risques pour les droits fondamentaux, derrière leur apparente neutralité ». Ce qui, constate Stéphanie Lecerf, a poussé beaucoup d'entreprises françaises tentées par ces technologies à rétro-pédaler. ●

ALICE RAYBAUD

HUFFPOST

· PODCASTS ·

L'ENVER[T] DU DÉCOR

POUR TRIER VOS IDÉES REÇUES SUR LA PLANÈTE ET SAVOIR COMMENT AGIR.

Disponible sur toutes les plateformes de diffusion et sur huffp.st/podcast

J'AVAIS 20 ANS

«JE SUIS LA FILLE D'UNE FEMME ENTRAVÉE»

ARIANE ASCARIDE

La comédienne originaire de Marseille raconte ses années de formation entre l'université d'Aix, la Sorbonne et le conservatoire, où elle a découvert les joies et la violence du monde du théâtre



La comédienne, en septembre.
PASCAL LE SEGRETAIN/GETTY IMAGES/AFP

Rendez-vous était pris dans un café de Montreuil. Mais Ariane Ascaride a décidé de faire «plus simple». «Quand vous êtes au bar, traversez la rue et sonnez au portail», a-t-elle écrit. Et l'actrice nous a ouvert sa maison rose. Dans ce quartier populaire et bobo de banlieue parisienne, les belles bâtisses rénovées jouxtent les logements vétustes, dans un équilibre précaire qui est à l'image de la comédienne. Ariane Ascaride s'est assise sur un large fauteuil en cuir, droite comme un I et bien au bord: ce sont les codes de bonne tenue qu'elle a appris au conservatoire, à 17 ans.

L'actrice de *Marius et Jeannette* (César de la meilleure actrice, en 1998) et de *Gloria Mundi* (prix d'interprétation à la Mostra de Venise, en 2019) retourne cet automne à sa passion première, le théâtre: elle est à l'affiche du *Dernier Jour du jeûne*, mis en scène par Simon Abkarian, à partir du 16 octobre, au Théâtre de Paris. Une tragi-comédie à l'échelle d'un quartier, dans laquelle des femmes décident de renverser l'ordre établi et de se heurter au pouvoir des hommes.

Dans quel univers avez-vous grandi ?

Dans un milieu très populaire de Marseille. Je suis issue de l'immigration italienne par mon père et de la classe ouvrière française par ma mère. A la maison, le quotidien était difficile. C'était un monde où l'appartenance à la classe sociale nous définissait largement. Mon père, d'abord coiffeur puis représentant chez L'Oréal, a souffert d'être considéré comme le Rital de service, de ceux qu'on traitait de voleurs et de menteurs. Il n'a d'ailleurs jamais voulu nous apprendre l'italien, par souci de s'intégrer.

C'était un homme très cultivé. Il appréciait la musique, l'opéra et, surtout, il aimait passionnément le théâtre, qu'il pratiquait en amateur. Mais ses aspirations étaient réservées à la bourgeoisie. Alors mon père les a placées dans nos études, à mes frères et à moi. Nous réalisions ce qu'il n'avait jamais pu faire, lui qui, comme ma mère, avait dû arrêter l'école à 11 ans pour se mettre au travail.

C'est dans ce contexte familial que se forme votre premier rapport à la scène ?

Petite, j'allais voir mon père jouer les dimanches après-midi. Le théâtre était alors mon milieu naturel, celui où je me sentais la plus à mon aise. J'aimais les plateaux, le mystère des coulisses, la senteur de la boîte à maquillage... On m'a mise sur scène très vite, à 8 ans. Mon premier rôle a été Drusilla, la sœur de Caligula. Cela me semblait si simple: je jouais sans savoir ce que je faisais, comme dans la cour de récréation. Je ne cesse depuis

d'essayer de retrouver cette liberté de jeu totale, celle de l'insouciance.

A 17 ans, vous entrez au conservatoire de Marseille. Qu'est-ce que cela a représenté dans votre parcours théâtral ?

Je dois beaucoup à ma professeure, Irène Lambertson. Elle avait tout d'un personnage de Musset, avec ses gestes si parfaitement mesurés. Moi, au contraire, quand je suis arrivée, j'étais un tank: j'avais une énergie démoniaque, parfois fatigante. Je ne savais pas marcher «comme une fille», encore moins porter la robe à crinoline, ni même m'asseoir élégamment sur le bord des chaises. Irène Lambertson m'a tout appris des codes à maîtriser, ceux-là mêmes que j'ai pu détourner par la suite.

Votre famille tenait à ce que vous ne vous consacriez pas qu'au théâtre...

C'était très important pour mes parents que je fasse aussi des études. Que leurs enfants accèdent à la capacité à choisir leur vie, à être libres, était pour eux une forme de revanche sociale. Comme souvent dans mon milieu, ils avaient un respect total pour l'école, en laquelle ils plaçaient une grande confiance: je suis en ce sens un prototype de l'école de la République. J'ai donc fait des études de sociologie à l'université d'Aix-en-Provence, jusqu'à la maîtrise, passée à la Sorbonne.

Mais au fond, je savais depuis gamine que je voulais devenir comédienne. Se contenter d'un seul métier me paraissait terriblement ennuyeux, je rêvais d'avoir mille existences à la fois. Pour cela, il n'y avait que le théâtre. Mes parents ont flippé quand j'ai passé le concours du Conservatoire national pour devenir professionnelle. Heureusement que j'ai eu ma maîtrise la même semaine! Quelques années plus tard, j'ai été reçue au concours pour être professeure en conservatoire. Là, mon père était vraiment très fier: c'était un statut, même si, dans les faits, je n'ai jamais exercé.

«SE CONTENTER D'UN SEUL MÉTIER ME PARAÎSSAIT ENNUYEUX, JE RÉVAIS D'AVOIR MILLE EXISTENCES À LA FOIS. POUR CELA, IL N'Y AVAIT QUE LE THÉÂTRE»

Quel souvenir gardez-vous de vos premiers pas dans la capitale, lorsque vous partez étudier en Sorbonne ?

Cela a été vertigineux. J'étais arrivée un soir dans le quartier de l'Ecole militaire, où j'allais être fille au pair, avec ma valise que j'avais du mal à porter dans les escaliers du métro. Je me retrouvais seule dans ce quartier bourgeois, très sinistre à l'époque, sans un rond. Je logeais dans une chambre de bonne, avec l'eau et les toilettes sur le palier. J'avais peur de tout le monde, jusque de la concierge.

A ce moment-là, il fallait huit heures de train depuis Paris pour rentrer à Marseille, c'était le bout du monde. J'avais une sensation d'exil total. Et, de fait, j'étais comme exilée en mon propre pays, car j'ai dû tout réapprendre: parler, m'habiller... Je viens d'une ville où il était normal de porter des couleurs et, ici, tout le monde était en noir ou en bleu foncé.

Votre accent a-t-il été un handicap ?

Il l'est toujours. Déjà au conservatoire de Marseille, aux yeux des gamins de la bourgeoisie locale, j'étais la «vulgare», parce que j'avais un accent et des manières de faire trop exubérantes. J'ai dû prendre des cours de diction et je pensais l'avoir peu à peu gommé, avant d'arriver à Paris et de comprendre qu'il subsistait. On vous fait vite comprendre que c'est un problème, le théâtre est un milieu cruel. J'ai développé la langue attendue, comme j'aurais appris une langue étrangère, sans renier celle de mes origines.

Y avait-il toujours ce souci de ne pas « trahir » ses origines ?

Constamment. C'est un dilemme qu'on arbitre difficilement, toujours sur ses gardes, attentive à ne pas dérailler. Quand j'ai eu le César, beaucoup de mes amis attendaient de voir si j'allais changer. Mais j'ai toujours revendiqué mes origines sociales, qui m'ont beaucoup donné. Je pense notamment à cette faculté d'observation, une qualité pour mon métier, que j'ai acquise, gamine, en jouant sur les trottoirs de la ville au contact des passants et des saisons. Le décalage avec le monde que j'ai intégré n'a certes pas toujours été facile à vivre, mais j'y voyais aussi l'opportunité de montrer la dignité de mon appartenance: mon milieu, celui des pauvres, est un milieu très digne, qu'on ne montre bien souvent pas ainsi.

Cinq dates

1954

Naissance d'Ariane Ascaride, à Marseille

1979

Diplôme du Conservatoire national supérieur d'art dramatique

1980

Rôle dans *Dernier été*, le premier long-métrage de Robert Guédiguian

1998

César de la meilleure actrice, pour son rôle dans *Marius et Jeannette*

2019

Coupe Volpi de la meilleure interprétation féminine à la Mostra de Venise, pour *Gloria Mundi*

A la fac, vous vous engagez dans la lutte syndicale étudiante, à l'UNEF. Qu'est-ce que cela vous apprend ?

L'université, avec son héritage de Mai 68, était un lieu d'expérimentation. A cet âge, on se croit son propre maître, on cherche à se positionner et j'avais envie d'agir. C'était exaltant de se battre ensemble, de croire en l'idéal d'un monde juste. Il y avait une grande insouciance dans la jeunesse de l'époque, dont celle d'aujourd'hui a été privée: la conviction que le monde nous appartenait.

C'est lors d'une réunion syndicale que vous rencontrez Robert Guédiguian, qui deviendra votre mari et votre complice artistique...

Ah oui! (*Rire.*) Je venais de terminer mon discours d'accueil des première année à la Sorbonne. A la sortie, il m'a rattrapée et m'a lancé: «*Bien parlé.*» Je me suis dit: c'est qui ce con? Oui, j'avais bien parlé, je n'avais pas besoin de son assentiment! Vous savez, je suis la fille d'une femme entravée. Quand je lis Annie Ernaux, je pense à ma mère, je pense à ma cousine, à ce poids d'être une fille, à qui on dit sans cesse comment se conduire, que je ressens depuis toute petite.

J'ai le souvenir précis d'un jour où, enfant, mon père m'avait coupé les cheveux très courts. Je passais pour un garçon et, tout à coup, j'ai senti cette liberté: le droit de courir comme une dératée dans la rue,

de faire ce que je voulais sans remarques... Le monde était à moi, comme il ne l'avait jamais été. Sachant cela, je ne me suis jamais laissé faire. C'est fatigant d'être toujours perçue comme la rebelle, celle qui l'ouvre un peu trop, mais je ne peux pas faire autrement.

Et puis, il y a eu le concours, à Paris, du Conservatoire national supérieur...

J'étais terrifiée, mais contente de voir Marcel Bluwal dans mon jury. C'était pour travailler avec lui que j'avais voulu passer le Conservatoire. Il avait un langage de mon monde empreint d'une grande intelligence. Mon entrée dans cette institution, je la dois aussi à Jacques Rosner, Pierre Debauche et Antoine Vitez: ils voulaient l'ouvrir à d'autres gamins, à des physiques et des origines sociales différents.

Une fois admise, je me suis mise à bosser comme une folle. Au Conservatoire, on vivait sous cloche et, du métier, il y avait déjà tout: la compétition à mort, les drames, les amours, mais aussi l'exaltation, dans un bouillon d'idées. Sur le plateau, j'ai dû comprendre qu'il fallait savoir lâcher prise. Apprendre à être profondément sincère est un travail d'orfèvre, très dur quand on est jeune et qu'on ne sait pas encore totalement qui on est.

Comment se passe l'entrée dans le monde professionnel ?

Au début, j'ai eu beaucoup de périodes de chômage. Ça ne collait jamais, on me disait: «*Vous êtes une bonne comédienne, mais vous êtes trop atypique.*» Des fois, j'ai pensé arrêter, je me disais que je n'y avais pas ma place. Dans les années 1980, on a commencé à plancher sur nos premiers films, avec Robert. On avait peu d'argent. Et il y a eu *Marius et Jeannette*, qui a tout fait décoller.

Avec du recul, diriez-vous que 20 ans est le plus bel âge ?

Pas du tout. C'est un âge difficile où il faut tout prouver: à vos parents que vous savez où vous allez, à la société qu'on doit vous laisser une place. On nous demande de tout savoir, alors qu'on ne sait rien. Surtout, c'est une étape de la vie où on croit qu'il faut se débarrasser de son enfance, et on le fait avec douleur. Il faudrait la garder avec soi, dans la poche, jusqu'au dernier jour. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ALICE RAYBAUD